



RWANDA

Le Rwanda signe un contrat de 400 millions de dollars US pour produire du méthane

Le Rwanda a annoncé avoir signé un contrat de 400 millions de dollars US pour la production de gaz en bouteille à partir du lac Kivu. Ce lac se trouve à la frontière entre la République Démocratique du Congo et le Rwanda et représente un risque léthal pour les millions d'habitants résident à proximité, et ce en raison des gaz toxiques qui s'évaporent de ce lac d'eau douce. En effet de grandes quantités de lave en ébullition, résultant d'activités volcaniques, pénètrent dans le lac, ce qui produit de grandes quantités de méthane et de dioxyde de carbone pouvant notamment être fatales aux êtres humains.

Le méthane peut être utilisé comme carburant ainsi que pour produire de l'électricité. Le Rwanda n'avait jusqu'alors utilisé cette ressource qu'à petite échelle depuis près de deux décennies. Le pays ayant récemment décidé de réaliser de sérieux investissements en signant l'accord avec Gasmeth Energy, pour extraire le méthane du lit du lac afin de l'utiliser comme combustible à grande échelle. L'accord, d'une durée de sept ans, produira du gaz en bouteille qui devrait être vendu d'ici les deux prochaines années aux consommateurs nationaux et internationaux.

A RETENIR

Le processus relativement simple de libération, de collecte et de combustion du méthane est une source potentielle massive d'énergie au regard de la production d'électricité au Rwanda, qui peut ensuite être injectée dans le réseau électrique local, et ainsi réduire la dépendance aux combustibles fossiles. Le méthane, sous forme de gaz naturel, contribue également de manière importante aux processus clés de nombreuses industries locales, notamment les fabricants de tissus, de plastiques et d'engrais ainsi que les entreprises de transformation alimentaire. La localisation du projet signifie qu'il sera moins coûteux de s'approvisionner et de mettre en bouteille le gaz collecté. Ce qui se traduira par une réduction des coûts de production qui, espérons-le, sera répercutée sur le consommateur local.

TABLE DES MATIÈRES

AFRIQUE DU SUD	3	KENYA	6
Total découvre du gaz au large de la côte sud-africaine		Le gouvernement sollicite un prêt de 1 milliard de dollars US pour régler sa dette arrivant à échéance	
ALGÉRIE	3	MADAGASCAR	6
Larsen & Toubro signent un accord gazier d'un milliard de dollars US avec Sonatrach		Octroi du permis d'exploitation à NextSource Materials pour le projet de graphite Molo	
BURKINA FASO	4	MAROC	7
Manganèse : à Tambao, le Burkina veut tourner la page Frank Timis		Renforcement de la confiance des investisseurs dans le secteur privé marocain	
CÔTE D'IVOIRE	4	MAURICE	7
Hausse des taxes sur les services de « mobile money »		Maurice va accorder des licences à des dépositaires crypto	
ÉGYPTE	5	SÉNÉGAL	8
Les réserves étrangères de l'Égypte ont atteint 44 milliards de dollars US en février		Le Fonds d'impulsion de la microfinance mise sur les services décentralisés en 2019	
GUINÉE	5		
148 millions de dollars US de prêts mobilisés pour financer les collectivités locales			

FÉVRIER 2019

AFRICA BULLETIN



AFRIQUE DU SUD

Total découvre du gaz au large de la côte sud-africaine

Le géant français de l'énergie Total a récemment découvert un grand champ de gaz au large des côtes sud-africaines. Total et ses partenaires détiennent les droits d'exploration du bloc Brulpadda, d'une superficie de 19 000 km², situé à environ 275 km au sud de Mossel Bay. La découverte, qui s'inscrit dans un contexte de hausse des prix du carburant et d'un fournisseur d'électricité en crise, est de bon augure. Bien qu'on ne sache pas encore précisément quelle est l'ampleur de la découverte, Total a indiqué dans un communiqué de presse qu'il pourrait représenter environ un milliard de barils de gaz et condensats.

En guise de comparaison, l'an dernier, ExxonMobile a découvert un total de 895 millions de barils à travers le monde, ce qui en a fait l'explorateur le plus efficace au monde. Total envisage maintenant d'obtenir des données sismiques 3D de la région, afin de déterminer le nombre de trous d'exploration à forer et procédera ensuite à l'évaluation des plates-formes de production. L'exploration pourrait avoir lieu d'ici un à trois ans.

A RETENIR

Le gouvernement collectera plus de revenus sous forme de taxes. En effet, Total et ses partenaires paieront l'impôt sur les sociétés de 28% sur tous les revenus imposables de Brulpadda. Les hydrocarbures représentent aujourd'hui plus de 15% des importations de l'Afrique du Sud. Cette découverte pourrait ainsi stimuler considérablement l'économie sud-africaine, y compris les entreprises fournissant des services de restauration et de transport pour les services maritimes afin d'approvisionner les plates-formes hauturières.

ALGÉRIE

Larsen & Toubro signent un accord gazier d'un milliard de dollars US avec Sonatrach

La société algérienne d'énergie, Sonatrach, a attribué à Larsen & Toubro, une des plus grande société d'ingénierie et de construction en Inde, un contrat d'un milliard de dollars pour le développement de trois nouvelles installations de traitement et de compression de gaz sur des champs de gaz préexistants dans la province d'Adrar d'Algérie.

Le contrat d'ingénierie, d'approvisionnement, de construction et de mise en service prévoit la mise en place de trois installations de traitement centrales capables de produire 11 millions de mètres cubes de gaz par jour. Il comprend des études d'ingénierie détaillées, la gestion de l'approvisionnement en matériaux de construction, les essais et la mise en service, la formation du personnel et l'assistance opérationnelle. Le contrat a été attribué suite à un appel d'offres sur la base d'une somme forfaitaire clé en main. L'Algérie est le plus grand producteur de gaz naturel d'Afrique et dispose de la 10ème plus grande réserve au monde.

A RETENIR

Fortement tributaire des exportations d'hydrocarbures, qui représentent près de 60% du budget algérien, l'économie du pays a été durement touchée par la diminution des réserves de gaz, la hausse de la consommation locale et la chute des prix du pétrole. L'attribution du projet à Larsen & Tourbo indique néanmoins que l'Algérie dispose toujours d'une réserve de gaz substantielle et qu'elle peut augmenter de manière significative sa production, qui a d'ailleurs atteint 135 milliards de mètres cubes sur l'ensemble de 2018.

FÉVRIER 2019

AFRICA BULLETIN



BURKINA FASO

Manganèse : à Tambao, le Burkina veut tourner la page Frank Timis

En conflit depuis 2015, Le Burkina Faso cherche maintenant à résilier le permis minier des sociétés du milliardaire australo-roumain Frank Timis. En effet depuis le 11 mai 2018 et l'ordonnance du tribunal arbitral de la Chambre de commerce Internationale de Paris, qui a donné carte blanche au Burkina pour résilier le permis minier, le gouvernement travaille sur les études de faisabilité et sur le scénario d'exploitation de ce gisement.

Ainsi, en attendant l'arbitrage prévu fin Mars sur la plainte du groupe du milliardaire australo-roumain, l'État est déterminé à réattribuer le permis minier à un nouvel investisseur.

Si l'exploitation du manganèse n'est pas complexe, la question de la logistique est cependant essentielle. En effet après une opération de dynamitage et de concassage. La principale contrainte relative à ce projet porte sur le transport. En effet, même si le traitement du minerai est réalisé sur le site, car il faut être en mesure de transporter 50 millions de tonnes de minerai.

A RETENIR

Le Burkina étudie plusieurs options, comme celle de confier à des opérateurs différents les deux volets du projet, l'exploitation minière, d'un côté, et les infrastructures ferroviaires et routières, de l'autre. Mais si l'État peut désormais faire prévaloir ses droits sur le gisement de Tambao, il n'en a pas pour autant fini avec la procédure judiciaire enclenchée par la société Pan African Minerals, détenue par Frank Timis, et ses filiales, Pan African Burkina et Pan African Tambao.

CÔTE D'IVOIRE

Hausse des taxes sur les services de « mobile money »

L'augmentation de 7,2% des tarifs des transactions « mobile money » a du mal à passer auprès de la population ivoirienne. Des associations de consommateurs ont d'ailleurs dénoncé cette décision du gouvernement, indiquant qu'elle constitue une entrave à l'inclusion financière et une action néfaste sur le pouvoir d'achat des ivoiriens.

Le secteur des transactions via téléphone mobile était jusque-là en pleine expansion en Côte d'Ivoire. Selon les données officielles, les transactions y ont atteint en 2018 près de 10 milliards d'euros, soit une croissance de plus de 40% par rapport à 2016. Ce sont donc plus de 27 millions d'euros qui transitent chaque jour via ces services mobiles. Le secteur de la téléphonie contribue en Côte d'Ivoire à 8% au PIB. Il s'agit également de l'un des secteurs les plus pourvoyeurs d'emplois du pays.

A RETENIR

L'augmentation pourrait ainsi avoir des impacts négatifs sur l'activité économique du pays. Le taux de bancarisation demeurant encore faible dans le pays, avec moins de 20% de titulaires d'un compte bancaire. Cette décision est donc un signal ambivalent pour le coût de la vie en général et surtout un facteur limitant pour l'inclusion financière qui est pourtant souhaitée par le gouvernement.

FÉVRIER 2019

AFRICA BULLETIN



ÉGYPTE

Les réserves étrangères de l'Égypte ont atteint 44 milliards de dollars US en février

Selon la Banque Centrale Egyptienne (BCE), les réserves de change du pays ont atteint les 44,1 milliards de dollars US après une hausse de 1,5 milliard à la fin du mois de février, contre 42,6 milliards de dollars US en janvier. La BCE a ajouté que le solde actuel des réserves de change du pays pourrait, si elles restaient en l'état, couvrir jusqu'à huit mois des importations de biens et de services. L'Égypte dépense en moyenne 5 milliards de dollars US par mois en importations, ce qui équivaut à une dépense annuelle d'environ 60 milliards de dollars US.

Les réserves de devises extérieures de l'Égypte ont connu une augmentation continue depuis 2014, passant de 15,3 milliards de dollars US en 2015 à 37 milliards en 2017. Toutefois en décembre 2018, les réserves ont légèrement diminuées pour s'établir à 42,6 milliards, contre 44,5 milliards en novembre. Cette occurrence était d'ailleurs la première diminution des réserves de change du pays depuis la mise en place du programme de prêts de 12 milliards de dollars US accordé par le Fonds Monétaire International, signé en novembre 2016, pour une durée de trois ans.

A RETENIR

L'augmentation des réserves de devises extérieures du pays accroît sa capacité à rembourser ses dettes extérieures ainsi que les intérêts qui s'y rattachent, cela accroît également la confiance qu'en a la capacité du pays à payer ses importations. Cette augmentation permettra également au pays d'être en mesure de faire face à toute crise économique en cas de circonstances exceptionnelles. Il convient de noter que l'Égypte a négocié des milliards de dollars US d'aide auprès de divers prêteurs afin de relancer une économie perturbée par les bouleversements politiques depuis la révolution de 2011.

GUINÉE

148 millions de dollars US de prêts mobilisés pour financer les collectivités locales

Les collectivités locales guinéennes devraient bénéficier d'un financement global de 1 350 milliards de GNF, soit environ 148 millions de dollars US. En effet, le chef du gouvernement, Ibrahima Kassory Fofana, a fait cette récente annonce en commentant les prévisions financières des autorités locales aux élus lors de la cérémonie de clôture des États généraux de la décentralisation. Selon le Premier Ministre, la Banque Mondiale et l'Agence Française de Développement ont confirmé leur intention de verser respectivement 40 millions de dollars US et 10 millions d'euros au soutien des efforts de la Guinée pour consolider le budget de l'administration locale.

A RETENIR

Les collectivités locales sont confrontées à une myriade de défis en ce qui concerne la délivrance de services publics, pourtant fondamentaux. Les fonds ici mobilisés aideront le gouvernement guinéen à mettre en œuvre une décentralisation des services ainsi que la mise en place de l'Agence Nationale de Financement des Collectivités Locales, notamment chargée de la gestion du Fonds National de Développement Local. Ce fonds devrait être utilisé pour développer des secteurs prioritaires, tel que le développement des milieux ruraux, l'éducation et la formation professionnelle, l'énergie et l'eau, la santé, la préservation de l'environnement, ainsi que le soutien au secteur privé.

FÉVRIER 2019

AFRICA BULLETIN



KENYA

Le gouvernement sollicite un prêt de 1 milliard de dollars US pour régler sa dette arrivant à échéance

Alors que les autorités kényanes redoutent de contracter une nouvelle dette, le gouvernement kenyan cherche à lever un milliard de dollars US par le biais d'un crédit syndiqué, soumis à une pression croissante pour régler le crédit arrivant à échéance au premier semestre de cette année, ainsi que pour financer une partie de ses dépenses de développement. Le gouvernement devrait régler 816 millions de dollars US avec un intérêt accumulé de 130 millions d'ici mars 2019. Il s'agit d'un prêt commercial de Standard Chartered Bank, Standard Bank, Citi Bank et Rand Merchant Bank, il y a deux ans à un taux d'intérêt de 8%. La nouvelle dette, qui est organisée par la Banque du commerce et du développement et Standard Bank, sera proposée en trois tranches: deux prêts de 710 millions de dollars US, sur sept ans répartis entre 410, 300 et 250 millions supplémentaires extensibles sur une période de 10 ans.

A RETENIR

Au cours de l'exercice 2018/2019, le Kenya avait budgétisé des remboursements de dette extérieure d'un montant de 2,5 milliards de dollars US et est actuellement confronté à d'importants rachats en 2019. Une partie de la stratégie de refinancement de sa dette consistait à étendre la propriété de certains de ses prêts et ainsi remplacer une dette estimée onéreuse par une dette moins chère. Cependant, le Trésor a proposé de plafonner les emprunts commerciaux à 4% du total de la dette extérieure et le financement de la dette extérieure brute à 38%, contre 62% pour le financement intérieur brut.

MADAGASCAR

Octroi du permis d'exploitation à NextSource Materials pour le projet de graphite Molo

Le gouvernement malgache a octroyé à NextSource Materials, société basée au Canada, un permis d'exploitation minière d'une durée de 40 ans pour le projet de graphite Molo. Le projet est un gisement de graphite « Super Flake » de haute qualité, capable de produire une batterie pure à 98% avec une flottation simple. Etant donné que le permis d'exploitation ne limite pas l'exploitation à un volume spécifique, la société canadienne sera en mesure de produire autant de concentré de graphite que la demande du marché l'exige.

La mise en service devrait de la mine débiter d'ici la fin de l'année et l'un des sites devrait produire 17 000 tonnes par an de concentré de graphite « Super Flake » fini d'ici 2020, selon les estimations. Le graphite est utilisé dans les crayons et les lubrifiants. Sa conductivité élevée le rend utile dans les produits électroniques tels que les électrodes, les batteries et les panneaux solaires. Sous des pressions et soumis à des températures élevées, il se transforme en diamant.

A RETENIR

Madagascar a toujours été mondialement réputé pour la qualité de son graphite et deviendra le plus grand producteur mondial de graphite en paillettes de haute qualité au monde une fois ce projet lancé. Le projet devrait créer environ 170 emplois directs. À long terme, le pays pourra bénéficier des revenus générés par la vente du graphite extrait. La mine ayant une durée de vie supérieure à 90 ans, de nombreux autres secteurs de l'économie, notamment les transports, la construction, la fabrication d'équipements, l'éducation et la recherche, vont certainement recevoir un élan important du développement de ce projet.

FÉVRIER 2019

AFRICA BULLETIN



MAROC

Renforcement de la confiance des investisseurs dans le secteur privé marocain

2019 se prépare à être un bon cru pour le Maroc qui voit les investisseurs continuer à injecter des fonds dans son secteur privé. En effet, la Banque Mondiale a accepté d'accorder au Maroc un prêt d'environ 73 millions de dollars US pour créer des emplois dans le secteur privé. Ce prêt a été approuvé dans le cadre d'un partenariat de six ans avec le Maroc, afin d'aider le pays à réduire son taux de chômage.

La Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) a également récemment accordé au Maroc un prêt de 7,5 millions d'euros afin de soutenir le secteur automobile du pays. Ce prêt a été consenti à Tuyauto Gestamp Morocco. Le Maroc a également signé récemment deux accords de coopération financière d'un montant conjoint de 30,5 millions d'euros avec l'Allemagne pour renforcer ses activités économiques en faveur du développement durable.

A RETENIR

La BERD a déclaré que cette subvention permettra à une centaine de jeunes Marocains d'améliorer leurs compétences grâce à une formation professionnelle certifiée, ce qui leur permettra d'améliorer leurs perspectives d'emploi au sein de l'industrie automobile. Le prêt de la Banque Mondiale est qu'en a lui destiné à promouvoir l'emploi dans le secteur privé en renforçant les capacités en ressources humaines, en accélérant la numérisation et en améliorant la qualité de l'éducation.

MAURICE

Maurice va accorder des licences à des dépositaires crypto

Maurice devrait octroyer des licences à des dépositaires d'actifs numériques dans le cadre de son projet de création d'un pôle fin-Tech "en et pour" l'Afrique. La Commission des services financiers de la nation insulaire a déclaré qu'après la publication du projet de règles lors d'une consultation écrite en novembre 2018, le cadre est maintenant finalisé et est entré en vigueur le 1er mars 2019. Le cadre définit les règles d'une licence permettant au détenteur fournir des services de garde pour les actifs numériques. Cette décision a fait de Maurice la première juridiction mondiale à offrir un paysage réglementé pour la garde d'actifs numériques. Bien que le cadre définitif soit ait été publié intégralement dans le Journal Officiel du gouvernement, l'annonce indique que les détenteurs d'actif sous licence sont tenus de se conformer aux règles d'anti-blanchiment d'argent et d'anti-terrorisme, conformément aux règles internationales.

La consultation de novembre énumère une série de stipulations pour les titulaires de licence, y compris les rapports et informations obligatoires aux clients, un minimum d'avoir de réserve et un programme "complet" de gestion des risques.

A RETENIR

Le passage aux licences cryptographiques guidera le pays vers une ère de croissance économique basée sur le numérique. Considérant qu'il s'agit du premier cadre du genre à l'échelle mondiale, il serait intéressant de voir si d'autres régions le reprennent ou modélisent leurs propres cadres sur la base de l'expérience de Maurice.

FÉVRIER 2019

AFRICA BULLETIN



SÉNÉGAL

Le Fonds d'impulsion de la microfinance mise sur les services décentralisés en 2019

Le Fonds d'impulsion de la microfinance (FMIF) continue son développement et sa mutation, annonçant des dispositions pour une meilleure prise en charge des besoins de financement des populations, issu de milieux ruraux notamment. L'organisme étatique dont le budget alloué en 2019 a été multiplié par 10, passant ainsi de 172 000 à 1.7 millions de dollars US, va affecter près de 440 000 dollars US à 13 services financiers décentralisés.

Les crédits octroyés par le FMIF vont donc maintenant correspondre au financement de 479 projets et ainsi favoriser la création d'un millier d'emplois. Le chiffre peut paraître relativement faible dans un pays où le taux de chômage des personnes âgées de 15 ans ou plus a été estimé à 15,7% mais le programme veut se démarquer par son aspect inclusif.

A RETENIR

Créé par décret étatique en 2005 le FMIF a connu de nombreux changements opérés au gré des orientations de ses ministres de tutelle successifs, qui y voient un moyen d'améliorer l'accès au financement et d'assurer l'autonomisation économique, surtout dans l'intérieur du pays. En tant qu'organisme étatique mis en place pour mieux centraliser et répondre aux besoins spécifiques du Sénégal en termes de microfinance, le FMIF définit sa mission comme « permettre aux systèmes financiers décentralisés d'offrir des produits et services financiers et non financiers, adaptés aux besoins des membres ». Avec une croissance de son budget de 1000% entre 2018 et 2019, le FMIF catalyse un certain nombre d'attentes, et pourrait bien être un levier économique majeur, notamment pour les activités se déroulant loin de la capitale.

FÉVRIER 2019

AFRICA BULLETIN



SOURCES

<https://www.afdb.org>

<https://www.voanews.com>

<https://www.businessdailyafrica.com>

<https://www.newtimes.co.rw>

<https://www.reuters.com>

<https://allafrica.com>

<http://www.theeastafrican.co.ke>

<http://www.solar-works.co.za>

<https://sunfunder.com>

<http://www.oilreviewmiddleeast.com>

<https://www.busiweek.com>

<https://punchng.com>

<https://www.nation.co.ke>

<https://www.standardmedia.co.ke>

<https://edition.cnn.com>

<http://www.afpforum.com>

<https://www.jeuneafrique.com/>

<https://www.lemonde.fr/afrique>

<https://www.afrique.latribune.fr/>

<https://www.africaintelligence.com/>

<http://www.theafricareport.com>

<http://www.leseco.ma/>

<https://www.guineenews.org/>

<http://www.rfi.fr/afrique>

<https://www.reuters.com>

BRÈVES - Afrique de l'Est et Océan Indien du service économique de l'Ambassade de France